

Conférence Nay 17 11 2022

**La lutte des travailleurs de la bonneterie
Berchon
contre la désindustrialisation (1982-1985)**

1

Nous allons, ce soir, évoquer un monde qui n'est plus : une quarantaine d'années se sont en effet écoulées depuis la disparition de l'essentiel des industries textile et du meuble dans la région nayaise.

Ce passé n'est pas effacé. Il subsiste subjectivement pour les plus anciennes générations dans bien des références, souvent nostalgiques, et aussi, matériellement, dans les sarcophages d'usines.

Mais il est de plus en plus inaperçu ainsi que me l'ont fait comprendre, il y a quelques années des lycéens que j'accompagnais dans une visite des lieux emblématiques de la Résistance. Parvenus devant les bâtiments de l'ancienne usine Berchon, je leur ai demandé ce qu'ils savaient de ce lieu. J'ai ainsi appris que c'était sans doute là que se situait un ancien cinéma dont ils avaient entendu parler.

J'ai conclu de cet échange qu'il était indispensable de réaliser un grand travail de connaissance. La rencontre de ce soir est, d'une certaine manière, fille de cette discussion et c'est pourquoi j'ai proposé de l'intituler soirée de connaissance historique.

Nous avons situé cette rencontre à une encablure du 40^e anniversaire de l'expulsion au petit matin par deux escadrons de gardes mobiles des travailleurs de l'usine Berchon qui occupaient les locaux de l'entreprise depuis 15 jours.

Cet épisode, sur lequel je reviendrai, a profondément marqué les consciences locales et révélé le lâchage de travailleurs en

lutte par un gouvernement qui allait bientôt s'engager dans les marécages de la rigueur.

Je vais centrer mon exposé sur la situation affrontée autour de la bonneterie Berchon car elle est, à bien des égards, représentative des enjeux de la période. Je ferai précéder cette approche par un très bref exposé général parce que ce qui s'est passé en Béarn ne relève pas d'une histoire particulière (bien que des traits originaux se manifestent bien sûr) mais s'insère dans des tendances et orientations socio-économiques d'ensemble.

Je présenterai ensuite la lutte pour l'emploi et la désindustrialisation telle qu'elle fut engagée et conduite chez Berchon, une entreprise familiale de longue date à l'histoire controuvée. Et j'accorderai, dans ce moment de l'exposé, un développement à l'organisation et à l'action syndicale qui fut un facteur décisif de la période.

1 - Economie : état des lieux

La longue décennie dont nous allons parler est caractérisée dans la région de Nay par des destructions d'usines qu'accompagnent, parfois, d'âpres luttes sociales.

Cela s'imbrique pleinement dans la situation nationale. Le pays est engagé dans un cycle régressif dont témoigne l'évolution des chiffres du chômage. Les 157 000 chômeurs recensés en mai 1967 sont 400 000 sept ans plus tard et, en mai 1981, on en compte 1 631 000.

Les secteurs du textile et du meuble qui structurent historiquement l'emploi et façonnent ses identités dans la région de Nay sont particulièrement touchés. Dans le textile, entre 1974 et 1981 185 000 emplois ont disparu, soit près du tiers et dans le meuble, pour être moins dramatique, la tendance est aussi au recul (-10%).

La gravité de la situation conduit la gauche parvenue au pouvoir en 1981 dans la foulée de l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République, à la mise en place

de plans sectoriels pour lesquels 10 milliards de francs sont mobilisés.

Le plan textile-habillement se fixe pour but la reconquête du marché intérieur, ce qui implique une maîtrise plus grande des importations et un développement des investissements en même temps qu'un accroissement des qualifications et une restructuration cohérente de la filière. Les moyens mis en œuvre pour parvenir à ces objectifs sont pour l'essentiel les « *contrats emplois-investissements* » qui ressemblent aux contrats solidarité, c'est-à-dire aux contrats passés entre l'Etat et les entreprises recrutant du personnel supplémentaire à la suite d'une forte réduction de la durée du travail. La passation de ces contrats se traduit par d'importantes exonérations de cotisations sociales et la possibilité pour les travailleurs âgés de plus de 55 ans de travailler à mi-temps en bénéficiant d'une allocation de revenu à condition qu'ils soient remplacés dans le cadre des contrats solidarité. Ce sont ces orientations qui vont fonder, au cœur du conflit, les propositions de la CGT

Le plan meuble vise quant à lui à établir une politique globale forêt-bois et s'appuie sur le Rapport du député socialiste des Landes Roger Duroure remis le 19 mai 1982. Cette réflexion en termes filière inspirera la CGT lors de la lutte conduite à la SOCOA à Coarraze (voir expression papier).

Les orientations portées par ces deux plans sectoriels allaient, nous le verrons, faire entendre quelques échos dans les luttes conduites à Nay dans le textile et à Coarraze dans le meuble.

Nous n'entendons pas, ce soir, appréhender toutes les situations de licenciements et de conflits qui se déroulèrent dans la région nayaise au cours de cette période (*La Roche aux fées* à Boeil-Bezing, *Thonon-Laburthe* à Pontacq notamment), mais porterons notre regard vers l'usine Berchon et d'une manière écrite vers la SOCOA à Coarraze où se déroulèrent des actions très remarquables.

Mais il me faut tout d'abord, brièvement, évoquer dans quel état économique et social se trouve la région de Nay au début des années 1970-1980 ?

Passée la période difficile de l'Occupation la région s'est réinstallée dans ses marqueurs anciens mais une crise endémique sévit dès les années 1950 dans le meuble qui se traduit par une extinction progressive des activités des vieilles usines nayaises tandis que se développe, a contrario, à Coarraze une activité nouvelle autour de l'usine Minvielle et Cabane-

Dans le textile le tableau est moins noir. Secouées par le conflit social intervenu en 1937-1938 l'activité de presque toutes les usines a repris et s'est même développée à Coarraze. A Nay la confection de bérets continue bien qu'à un niveau moindre et, en 1946, l'usine Berchon a repris vie après sa fermeture en 1938. D'abord modeste, l'entreprise qui a recommencé à produire avec quelques dizaines de salariés en emploie bientôt 200. Elle combine une activité de tissage de tissus des Pyrénées à la confection de vêtements, des robes de chambre notamment.

Dans l'ordre social, après la Libération le syndicalisme dans le textile et le meuble a quasiment disparu. Le paternalisme qui avait si longtemps régné dans l'entre-deux guerres réinstalle ses logiques. Le patronat règne en maître durant près de 15 années.

Il faut, en effet, attendre la fin des années 1950 pour qu'un considérable effort permette la réapparition du syndicalisme CGT.

2 - Dans le bourg, l'usine et les patrons pour ce qu'ils sont

Mais avant d'aborder ce qui s'est passé il y a 40 années je dois dire quelques mots de ce qui fut l'histoire de l'industrialisation de la plaine.

Je n'évoquerai pas les temps très lointains mais noterai simplement ce qui se joua au XIX^e siècle avec l'implantations d'usines et de traditions industrielles.

On doit au gave de Pau une des raisons fondamentales de l'industrialisation. L'équipement en canaux autorisa en effet la mobilisation de la force hydraulique puis électrique. C'est pour cela que les usines suivent le tracé du gave. C'est très manifeste à Nay, à Coarraze, à Mirepeix.

Les implantations parlent de cette histoire. Les bourgs se modèlent largement sur les logiques usinières.

A Nay la bonneterie Berchon dont il va être question est installée au centre de la ville. Autour d'elle s'organisent les déplacements quotidiens domicile-usine qui bien souvent se font à bicyclette. Cela produit une forte vie de rue alimentée aussi par le fait que les petits commerces imprègnent la cité et que chacun, au jour le jour, y achète le nécessaire.

Si les conditions de vie sont dures et l'exploitation sans vergogne (au début du XX^e siècle on emploie illégalement des enfants et les usines nayaises sont qualifiées par les syndicalistes de « *bagnes industriels* ») le sentiment de classe ne naît pas spontanément. La classe ouvrière est longtemps très soumise et habilement contrôlée par les patrons avec l'aide de l'église.

Les cités de la plaine de Nay sont, comme très souvent en France, très largement entre les mains du clergé et l'œuvre souvent saluée des abbés Dupont représente un projet assez bien achevé de contrôle social et spatial. De la naissance à la mort on n'échappe guère à l'église.

Les patrons usent de l'idéologie produite par cette domination ainsi qu'en témoignent les deux niches dédiées à la Vierge sises dans l'usine Berchon. Les épouses des patrons s'impliquent dans les dispositifs cléricaux en participant activement aux bonnes œuvres.

Ce modèle de contrôle social va un peu se fissurer à la fin du XIX^e siècle avec l'apparition de premiers syndicats et de conflictualités puis avec l'affirmation d'un courant politique socialiste et, plus tard, d'un courant communiste.

Dès lors la contradiction capital travail ne peut plus être dissimulée.

Les patrons et leurs familles forment un groupe social spécial. Parfois concurrents ils savent être solidaires et cultivent l'entre soi. Ils habitent loin des ouvriers, parfois d'une manière insolente (le manoir Berchon à Saint-Abit, les demeures bourgeoises du quartier de Claracq, la villa Souyeux sur la colline de l'Angladure). Ils se marient assez souvent entre eux : Désiré Berchon, le fondateur de la dynastie, épouse la fille de son patron, son fils, Victor, une fille de l'industriel du béret Prosper Blancq. Ils vivent séparés de leur environnement. Ils ne scolarisent pas leurs enfants à l'école publique. Ils sacrifient aux rites bourgeois et s'entourent des complicités d'une petite bourgeoisie locale qui singe autant qu'elle le peut les pratiques mondaines de leurs modèles.

Je vais à ce propos glisser vers le début des années 1970 pour vous dire une bien cette édifiante histoire.

Le numéro du 4 mars 1970 de *Point de vue, images du monde* publie une pleine page intitulée : « *Une grande réception du rallye Trudon des Ormes : le dîner donné par Laure Berchon chez Maxim's* ».

L'hebdomadaire (qui paraît toujours aujourd'hui) est depuis 1945, spécialisé dans l'actualité du Gotha, des familles royales et plus généralement de la bonne société. C'est sous cette dernière enseigne que prend place l'évocation du dîner donné par Laure Berchon le vendredi 27 février 1970.

La page est de facture classique. Elle s'organise autour de quatre photographies mettant en scène quelques-uns des quarante participants à cette soirée mondaine destinée à faire se rencontrer des jeunes gens des classes aisées. De fait, la palette des présents est riche d'une vieille histoire bourgeoise. Autour de Laure et Caroline Berchon (et de leur cousine Hélène de Nicolay) dinent et dansent des noms célèbres de l'aristocratie et du « beau monde ».

Cette mise en scène d'un univers reflétant, une conception de l'existence et une abondance financière satisfait sans doute

les participants mais, réflexion faite, pousse la famille Berchon à des mesures de prudence : dans la région de Nay les kiosques à journaux sont visités et tous les exemplaires achetés. Ainsi sera ignorée du peuple cet épisode de la vie d'un patron intransigeant sur les salaires. Telle est du moins l'intention car tout finit, vous venez de le voir, par se savoir.

J'évoque cette attitude car elle témoigne de la relation objective et subjective du patronat nayais à la classe ouvrière.

J'ai abordé cela dans le livre (*« Usines ; patrons et prolétaires. Nay en Béarn 1830-1939 »*) que j'ai il y a plus de 30 ans consacré à la formation du monde ouvrier dans la région nayaise et dans l'analyse que j'y ai faite des affrontements sociaux qui ont caractérisé la période du Front populaire. Les Berchon y ont tenu leur partition faisant preuve de la plus grande intransigeance puisqu'ils fermeront leur usine car n'acceptant pas les termes du compromis intervenu en fin de conflit.

Les Berchon se situent explicitement à droite et le font connaître en investissant le champ politique local. Désiré est conseiller municipal de 1881 à 1888, puis de 1900 à 1904. Son fils Victor devient maire de Nay en 1919 et est battu en 1925 par la liste du Docteur Soumireu-Mourat modérément de gauche. Son fils unique, Victor, affiche des intentions sociales : reprenant un projet esquissé par son père en 1901, il envisage de bâtir une « cité ouvrière » qui demeurera à l'état de projet. Il s'engage après la Grande guerre dans l'action politique et, en 1919, devient maire de la ville. Il succède à Paul Rey, qui a présidé aux destinées de Nay depuis 1875. Lors du scrutin de 1925 sa liste est battue par celle du docteur Stanislas Soumireu-Mourat qui s'affirme modérément à gauche. En 1935 Jean, le fils de Victor, est en troisième position sur la liste de droite et prend en 1942 la tête du groupe local de la très pétainiste Légion française des combattants.

3 - L'usine, son organisation et la reprise d'activité d'après la guerre

Mais revenons aux origines de la bonneterie Berchon. Je l'ai évoqué, Désiré Berchon, originaire de la Somme, et bricoleur ingénieux, fonde l'entreprise en 1865. Il développe progressivement une activité importante. Entreprenant, il dépose des brevets concernant les tissus et le matériel de tissage.

D'abord diversifiée la production de l'usine va se spécialiser dans la confection de tissu des Pyrénées. Les effectifs employés connaissent une stagnation puis une régression. 250 au début du XX^e siècle, ils fondent après la grande guerre n'atteignant plus qu'environ 120 à la fin des années 1930.

Par-delà ces turbulences des productions la permanence juridique de l'entreprise est constamment affirmée. C'est une structure familiale. La forme est a minima. C'est une Société à responsabilité limitée dont le capital, peu important, est réparti entre les membres de la famille, la responsabilité des associés étant limitée au montant de leur apport.

Mais Désiré, Victor, Jean, Antoine, Jean encore, détiennent 90% des parts. Le contrôle du capital se construit sous cette domination. Tout le pouvoir est ainsi entre les mains du premier des Berchon et cela glisse d'une génération à l'autre.

Je l'ai dit, durant près d'une décennie (de 1938 à 1946) l'usine Berchon ne va pas fonctionner. Ses bâtiments sont cependant occupés durant la seconde guerre mondiale par l'entreprise métallurgique Allinquant déplacée de la région parisienne et qui sera un bastion de la Résistance, puis dans l'immédiat après-guerre par un bureau d'étude de

l'entreprise Turbomeca et par l'école d'apprentissage de cette dernière.

La relance officielle de l'activité date de juin 1946. D'abord restreint l'effectif employé connaît une croissance régulière, montant jusqu'à 318 en 1964 pour se stabiliser ensuite autour de 250.

La main d'œuvre employée est aux trois-quarts constituée de femmes essentiellement recrutées à Nay même et dans les villages proches du bourg. Les fonctions d'encadrement sont assez restreintes et le personnel dit « des bureaux » réduit à une vingtaine d'unités. Il s'agit là de deux mondes différents, les ouvriers sont faiblement qualifiés, mal payés et soumis à des logiques de rendement qui s'incarnent notamment dans la décennie 1970 par la mise en place du système dit « *de la performance* » où le chronométrage structure les rythmes de travail. Le personnel des bureaux échappe à ce modèle et le patron veille à sa bonne intégration idéologique dans l'entreprise. Pas ou peu syndiqués, ils font très majoritairement corps avec le patron.

Il me faut maintenant dire quelques mots de l'organisation de la production car ce sera un élément important dans la crise à venir. Je l'ai dit la production s'est progressivement construite autour du tissu des Pyrénées qui se fabrique selon une logique saisonnière.

La consommation de vêtements d'intérieur est en effet beaucoup plus faible en été qu'en hiver (80% l'hiver, 20% l'été) et quatre mois au moins sont particulièrement difficiles : octobre-janvier. La réponse à ce déséquilibre saisonnier repose sur la constitution de carnets de commande d'hiver très fournis complétés de réassortiments. Cette « *morte saison* » se traduit pour les personnels par une modulation globale ou par secteurs de production des horaires travaillés. Ainsi en 1967, l'entreprise Berchon use, en présence d'une situation dépressive, d'une réduction brutale de la durée du travail.

La division de l'année en deux périodes pèse donc sur l'organisation du travail et plus particulièrement la durée

travaillée. La constitution d'un flux de travail constant est aléatoire. C'est une bataille longtemps à peu près gagnée.

Mais il y a des alertes. Ainsi en 1964 et 1965 la question de l'emploi est pour la première fois posée à grande échelle et provoque une riposte syndicale qui parvient à mettre en échec les intentions patronales. En 1967 l'alerte est plus sévère puisque des licenciements ont lieu mais sont contenus.

4 - Le syndicalisme s'organise et la CGT s'affirme

Je l'ai indiqué, durant près de quinze années les relations sociales au sein de l'usine Berchon ont été entre les mains du seul patron.

A la fin des années 1950 cette situation prend fin : le syndicalisme s'implante dans l'entreprise à l'initiative de quelques militants qui se groupent autour d'Andrée Lahourcade ouvrière surjeteuse dans l'usine depuis l'âge de 15 ans. Le noyau fondateur reçoit un appui décisif de l'Union locale CGT constituée en 1963 et qu'animent notamment Henri Pagès et Paul Lagrave (Popaul).

En contre feu à cette apparition de la CGT, le patron suscite la création d'une section syndicale CFTC.

Cette création s'inscrit dans la culture d'avant la guerre où les patrons nayais avaient créé des Syndicats professionnels français prônant la collaboration des classes et qui se situaient dans l'orbite du Parti social français du colonel de la Roque.

En 1959, lors du premier scrutin d'élection des délégués du personnel, la CFTC s'affiche largement majoritaire (2/3 des voix). Elle va conserver cette position jusqu'en 1965 puis disparaître du paysage après s'être très compromise avec le patron. Dès lors la CGT incarne seule le syndicalisme.

Elle y conduit une action très importante, bataille inlassablement pour les salaires, les conditions de travail, la protection sociale complémentaire des ouvriers. Elle s'exprime régulièrement par voie de tract, édite un bulletin très apprécié (*La Couzette*), s'inscrit dans les journées d'action fédérales et confédérales, met en place un réseau de collecteurs des cotisations et de diffuseurs de *La Vie ouvrière*, l'hebdomadaire de la CGT. Elle consulte régulièrement les syndiqués et les travailleurs et rend compte de toutes les entrevues avec le patron. Au début des années 1970 la majorité des ouvriers est adhérente à la CGT. Andrée Lahourcade coordonne au niveau départemental l'activité syndicale dans les usines textiles. Elle anime une commission syndicale féminine qui intervient sur les aspects revendicatifs féminins mais aussi sur des questions sociétales telle la contraception. Depuis le début des années 1970 elle est membre de la Commission exécutive fédérale.

En 1966, la CGT arrache le versement d'un treizième mois et un Comité d'entreprise est mis en place qui se heurte aux refus répétés du patron d'assurer son financement. Sous ces limites, le Comité d'entreprise constitue néanmoins un lieu où se livre interminablement une bataille pour obtenir des informations sur la situation de l'entreprise que la direction de l'entreprise distille au compte-goutte et de manière très incomplète.

5 - Prélude à l'affrontement social de 1982

L'affrontement de 1981-1982 a pour base la question de l'emploi et de l'avenir de l'entreprise. A l'automne 1980 le chômage partiel s'est installé et au printemps 1981 des licenciements ont eu lieu, touchant 20% de l'effectif.

Soucieux de justifier les décisions régressives qui s'annoncent, le patron mobilise au printemps 1982 l'expertise d'une structure le *Centre d'études et de formation inter-textile-Rhône-Alpes* (CEFIRA) que préside, reprenez bien son nom, Jean-Noël Gallien. Sans avoir

consulté le syndicat le CEFIRA remet en juillet 1982 un rapport qui propose de réduire l'effectif et de liquider tous les acquis sociaux (suppression du 13^e mois, gel ou réduction des salaires). La recherche d'aides publiques est en même temps annoncée.

En riposte à cette attaque, la CGT publie en août un rapport de 89 pages sur la situation économique et sociale de l'entreprise, fondé sur l'analyse des informations arrachées lors des réunions du CE. Elle formule des propositions construites sur les dispositifs que nous avons évoqués du plan national habillement-textile.

A propos des données économiques, le document de la CGT révèle les approximations voire les éléments erronés communiqués. Antoine et Jean Berchon (qui va succéder à son père) considèrent que la connaissance de ces éléments forme un domaine réservé. Ils ne consentiront qu'au printemps 1983 à une expertise comptable réalisée à la demande du Comité d'entreprise. L'expert-comptable oloronais René Vignau-Loustau rencontrera beaucoup de difficultés pour réaliser son travail qui donnera lieu à un rapport très synthétique ne couvrant que les exercices 1981-1982. L'expert-comptable qui n'a pu travailler qu'à partir de données limitées observe que les licenciements n'ont rien solutionné, que la situation financière ne s'est pas améliorée, qu'une situation catastrophique s'est installée et apparaît « *pratiquement sans issue, sauf un concours ou une aide extérieure* ».

En tout cas, les propositions formulées par la CGT ne seront jamais examinées.

6 - Attaque patronale et riposte ouvrière

A l'automne 1982, la direction choisit de conduire une attaque brutale. Elle obtient du Tribunal de commerce (qui est une structure aux mains des patrons) la mise en règlement judiciaire de l'entreprise. 107 licenciements sont décidés.

Le 28 octobre les lettres de licenciements arrivent. Le 2 novembre des débrayages se produisent et en milieu d'après-midi une assemblée générale décide de l'occupation des locaux. Une épreuve de force s'engage.

Alors que l'occupation s'installe, la direction travaille à mobiliser les non-licenciés en rendant responsable la CGT de la fermeture de l'usine et, le 3, des non licenciés tentent de pénétrer dans l'usine mais en sont empêchés.

Usant de méthodes éprouvées, appuyée par l'essentiel de l'encadrement, elle organise une grande pression et obtient la signature de la plupart des non licenciés en soutien à la demande de « *libération* » de l'usine. Elle tente aussi de mobiliser la Préfecture et agit en justice. Elle organise la circulation de bruits visant à discréditer la CGT et déclare ainsi que l'occupation est minoritaire et pilotée de l'extérieur. Le 12 novembre le Tribunal de grande instance de Pau prononce un jugement ordonnant l'expulsion des occupants. Ce jugement reprend la vieille argumentation autour du droit de propriété et du trouble à l'ordre public. Les non-licenciés s'appuient sur ce jugement pour en exiger l'application et se rassemblent accompagnés des syndic devant la Préfecture.

Une négociation s'engage le même jour entre la CGT et Antoine Berchon. Les propositions que la CGT formule à propos des licenciés et de la confection de la collection qui doit être préparée sont en définitive rejetées.

Au cours de cette journée cruciale la Préfet, Christian Dablanc, rallie la position patronale et décide de faire procéder à l'expulsion des occupants. Il obtient l'accord du ministre André Labarrère et du député Georges Labazée pour que l'opération soit réalisée alors même que ces derniers ont rencontré la CGT le 14, en marge d'une initiative de solidarité organisée par le Parti communiste, et assuré de leur soutien !

Cet épisode alors inconnu et nié par les intéressés est aujourd'hui clairement établi dans une note bilan de Christian Dablanc adressée au cabinet du ministre de

l'Intérieur Gaston Deferre dont le texte figure dans les Archives départementales ainsi qu'un télégramme adressé au ministre par le Préfet le 15 novembre.

Cet épisode :

- porte à l'incandescence le double jeu des notables socialistes qui vont nier leur attitude et accuser la CGT et le PCF de conduire une campagne anti socialiste.
- ébranle les militants socialistes et nourrit une atmosphère de suspicion qui s'exprime notamment à l'occasion du meeting et de la manifestation qui se déroulent au soir de l'expulsion.

Au cours de ces journées complexes au rythme échevelé la CGT et le Parti communiste ont multiplié les initiatives d'information par des diffusions massives de tracts et l'organisation d'actions de solidarité.

Je ne vais pas m'attarder plus avant sur ce tournant de la lutte (nous pourrons y revenir au cours de la discussion) et me contenterai, pour conclure d'un exposé schématique de ce que fut la phase de liquidation de l'entreprise Berchon.

7 - Vers la liquidation

L'expulsion des occupants, réalisée par deux escadrons de garde mobiles au petit matin du 15 novembre 1982 marque un tournant fondamental. Une nouvelle période s'ouvre dans laquelle les syndicats expédient les affaires courantes et où Jean Berchon manœuvre pour détruire la CGT affaiblie par les licenciements. En janvier 1983, à l'occasion de l'élection des délégués du personnel il suscite au deuxième tour une liste indépendante qui ne recueille pas les suffrages attendus. Au cours des premiers mois de 1983, la CGT poursuit son action revendicative et doit combattre une « *expertise marketing* » réalisée par un certain Claude François qui conclut dans le même sens que le CEFIRA. Gallien, qui a repris du service, est sur les rangs pour rechercher une solution industrielle. En juin un

repreneur, piloté par Gallien, est annoncé : la société *Ancenis France*. Basée en Loire Atlantique qui comprend déjà quatre sociétés.

Ancenis France exige des accommodements fiscaux ainsi que la construction d'une nouvelle usine. A ce propos le maire de Nay, Michel Cantet, engagé au RPR et ami de Charles Pasqua, qui n'a jamais dit un mot sur les propositions de la CGT et qui ardent défenseur de la propriété privée, s'est placée en tête des expulseurs, s'engage à financer la construction d'une usine nouvelle alors qu'il sait qu'*Ancenis France* entend faire de Berchon une entreprise réduite à une unité de production complémentaire au dispositif des usines anceniennes.

Une société nouvelle est bientôt créée qui s'intitule *Société nouvelle Berchon* et qui est présidée par... Jean-Noël Gallien. Fin juillet 1983 34 nouveaux licenciements sont annoncés . L'effectif est ramené de 157 à 133.

Installée sur une spirale de déclin, l'ex entreprise Berchon va se trouver entraînée, après plus d'une année de gestion désinvolte et faite d'expédients, dans le dépôt de bilan d'*Ancenis France* fin janvier 1985. L'opération « *Nay, ville morte* », organisée par la CGT le 21 février 1985 en riposte aux destructions d'emplois se conclue par l'incendie d'un mannequin présenté comme « *le fantôme de la fatalité de la crise* ».

La journée « *Nay ville morte* » du 21 février 1985 avait l'ambition d'établir dans les faits la convergence des luttes localement en cours, dans les entreprises Berchon et SOCOA. [**voir texte SOCOA**]. Si la mobilisation fut spectaculaire, elle n'exprima pas une montée du soutien aux luttes.

Le 14 mars 1985 les salariés de la Société nouvelle Berchon reçoivent leur lettre de licenciement, brisant net tout espoir de reprise. Dans ce contexte, les travailleurs de la SOCOA, confrontés à l'inertie des pouvoirs publics vont mobiliser leurs forces pour tenter de prendre la production entre leurs mains. Le 24 septembre 1985 une Scop est

créée : la *Société béarnaise d'ameublement* qui va batailler pour son projet jusqu'en février 1987.

On vient de le voir, la classe ouvrière de la région nayaise vient de faire l'expérience d'une époque qui va s'avérer désastreuse pour l'emploi et la vie. Les luttes conduites au début des années 1980 auraient pu déboucher sur des solutions positives auxquelles la CGT s'essaya, mais elles se heurtèrent à beaucoup de médiocrités et à une volonté politique insuffisante. Se croisèrent en effet des calculs de profit mais aussi des intentions plus personnelles. Dans le cas de l'usine Berchon on reste confondu de la désinvolture avec laquelle le dernier représentant de la lignée Berchon abandonna l'entreprise, voire provoqua sa chute. Jean Berchon, dès qu'il a pris les commandes de l'entreprise a d'évidence choisi d'abandonner l'usine créée par son arrière-grand-père. Il s'est lié par des liens familiaux à un monde tout autre, celui de l'aristocratie du champagne où des fonctions dirigeantes l'attendent. Il quitte Nay, où il a séjourné sans y vivre vraiment, sans guère de regrets pour passer à autre chose. Il quitte une ville angoissée, plongée dans les incertitudes, invitée à effacer son passé et qui pressent un relèvement peu probable.

Du côté des employés de l'usine, les traumatismes sont immenses. Non seulement beaucoup d'ouvrières se trouvent longtemps placées dans des situations de grande précarité mais certaines d'entre-elles sont moralement très blessées. Il en est ainsi pour, Andrée Lahourcade, surjeteuse depuis l'âge de quinze ans et fondatrice du syndicat CGT. La lutte a incontestablement abîmé sa santé. Fatiguée elle n'en tient pas moins sa position de combat jusqu'au bout.

8 -Quelques enseignements

Six cents jours, 600 nuits. Telle est, d'une manière comptable, le temps que couvrit le conflit social qui se produisit en 1982-1985 dans la bonneterie Berchon à Nay. Au cours de ces

années se livra une bataille pour la sauvegarde de l'entreprise, bataille qui s'inscrivait dans la multitude des luttes alors engagées dans le pays contre les destructions d'industries.

Car il s'agissait bien de cela : des processus de restructurations, de montages économiques et financiers parfois de dimension internationale, se réalisaient dans un désordre apparent qui camouflait une grande cohérence. Le capitalisme cherchait un nouveau souffle et, comme d'ordinaire, était impitoyable. Il se restructurait avec violence en vue de préserver son taux de profit.

Aujourd'hui, l'historien bénéficie d'un avantage considérable : il connaît la fin de l'histoire et peut donc se livrer à des analyses, emboîter les pièces du puzzle qui s'est en définitive constitué pour aboutir à un résultat.

Mais, au début des années 1980, il n'était pas si facile d'y voir clair dans le jeu capitaliste en général et encore moins localement tant les situations étaient fragmentées, diverses, issues semblait-il d'histoires particulières. Il y avait bien sûr les batailles spectaculaires, de grande signification stratégique telle celle de la sidérurgie, plus faciles à comprendre (encore que) qui mobilisaient des régions entières, mais à côté de ces grands affrontements d'autres, multiples, existaient. Les destructions d'entreprises qui se déroulèrent alors en Béarn concernaient de petites unités et dégagèrent progressivement une signification claire : elles altéraient voire détruisaient les équilibres économiques et sociaux ainsi que les identités façonnées depuis plus d'un siècle. La perception du saccage en cours était très forte, d'autant plus forte que, dans la période, l'industrie aéronautique, sur laquelle beaucoup d'espoirs étaient fondés, traversait une période de difficultés.

Il est normal que la perception des enjeux fondamentaux ait mis quelque temps à se construire. Les batailles se déroulèrent d'abord sous le drapeau de la défense de l'emploi et l'on pensa un moment chez Berchon que les difficultés étaient conjoncturelles et qu'elles pourraient être surmontées comme d'autres avaient pu l'être auparavant. Mais il apparut assez vite qu'il convenait de porter le dossier à un niveau supérieur, au sens où il fallait démontrer la viabilité et la cohérence de

l'industrie attaquée. Dans le contexte de l'arrivée de la gauche au pouvoir on espérait que l'on ne laisserait plus les patrons décider dans leur coin. Il fallait donc argumenter. Cela se fit chez Berchon avec un contre-projet fondé sur les principes nationaux définis dans le plan habillement-textile. Dans le meuble on s'appuya sur une réflexion en termes de filière, réflexion là-aussi nourrie des propositions du plan meuble et l'on tenta in fine une prise en mains directe de la gestion de l'entreprise.

Les démarches portées par la CGT étaient de grande signification. Elles perturbaient le jeu ambigu des pouvoirs publics à la timidité exemplaire et celui des patrons qui, dans le meuble, agissaient selon des logiques égoïstes et visaient de forts subventionnements sans contrepartie et dans le textile entendaient sacrifier délibérément une activité qu'ils bradaient à un prédateur très rapace.

Au cours de ce temps très long des mobilisations se livra aussi un combat culturel. Les Berchon ne ménagèrent pas leur peine et renouèrent avec les principes de lutte utilisés par le patronat avant la guerre. Prenant appui sur un encadrement à peu près docile et sur la partie du personnel la moins consciente de l'antagonisme de classe et installée (comme la société béarnaise) en son tréfonds dans une culture qui ne portait pas en drapeau la révolte, ils mobilisèrent les puissantes idéologies de la soumission alimentées par une église encore très puissante.

Les gens de droite, patrons en tête, étaient acquis à cette idéologie et ce fonds culturel allait être activé et mobilisé au début des années 1980. Il fallut déployer des efforts considérables pour contrer tout cela. Certes ce courant ne parvint jamais à faire émerger des cadres capables de faire vivre des structures d'action, mais il perturbait la conscience des enjeux. On le vit notamment se manifester lors de la phase la plus aiguë de l'affrontement, à la fin de l'année 1982. A ce moment-là s'affichèrent des comportements de courte vue et d'un individualisme considérable accompagnés d'un anti-cégétisme et d'un anti communisme de principe. Les explications données avec une grande constance par la CGT

ne suffirent pas, sur le moment, à contenir la vague capitulatrice. La conscience ne vint qu'ensuite comme le montrèrent bientôt les résultats aux scrutins professionnels.

Mais le mal était fait : l'entreprise était installée dans une logique de destruction.

L'une des causes de l'incompréhension des enjeux résidait dans l'opacité que maintenait la Direction de l'usine sur la situation de l'entreprise. On ne savait guère sur quel pied danser. Un jour soufflait le chaud, un autre le froid. Ces comportements renvoient bien sûr d'abord à une culture de pouvoir absolu fondé sur la dissimulation. Il n'existe aucune volonté de discuter du fond des difficultés, à tel point que l'on en vient à douter aujourd'hui encore de leur effectivité réelle.

En l'absence d'éléments comptables qui auraient permis de décortiquer les causes réelles des problèmes, il est très difficile d'y voir clair. Par contre des facteurs subjectifs sont décelables qui tiennent à la décision de Jean Berchon d'abandonner l'usine.

Les crises industrielles évoquées interpellent bien sûr les pouvoirs publics qui ne voient pas d'un bon œil le tissu économique local se déchirer. Mais ils gèrent les situations de bien piètre manière, se contentant de mobiliser des outils peu performants notamment en matière de financement, de rechercher des solutions de reprise en mobilisant des réseaux d'influence. Dans le cas Berchon, ils laissent filer l'affaire, se contentant de proposer une logistique à la reprise et à l'heure des grandes tensions se murent, dans le meilleur des cas, dans le silence. Ajoutons que la mobilisation des collectivités locales dans la durée (en matière de solidarité notamment) est de très faible intensité et superficielle.

La crise sociale traversée au cours des années 1982-1985 scelle la fin d'une époque. Elle installe la région nayaise dans une phase de déclin.

Cela n'était pas inéluctable et la CGT et le Parti communiste tentèrent de barrer ce destin. A relire

aujourd'hui les documents qui dirent ces pistes on est frappé par leur qualité.

Un dernier mot pour conclure sur une dimension peu évoquée mais qui fut très importante, celle de la solidarité autour des travailleurs en lutte. Celle de militants socialistes un moment trahis et en souffrance devant l'inefficacité de leur parti, celle, inlassable des communistes très impliqués dans les luttes. J'ajouterai le soutien des catholiques progressistes qui mérite un salut particulier et je n'oublierai pas l'action solidaire comme toujours mise en œuvre par le Secours populaire et l'Union des Femmes françaises.

Et puis il y eut tous les militant.e.s de la période qui donnèrent tout ce qu'ils purent. J'en ai évoqué quelques-uns au cours de mon exposé. Certain.e.s sont parmi nous ce soir.

Ils ont porté haut le drapeau de la classe ouvrière.

Je les salue.